



ADMINISTRATION DE PILOTAGE
DES LAURENTIDES

(Constituée en vertu de la Loi sur le pilotage)

LAURENTIAN PILOTAGE
AUTHORITY

(Established under the Pilotage Act)

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (non audité)

en dollars canadiens	AU 30 JUIN 2018	AU 31 DÉCEMBRE 2017
ACTIF		
Courant		
Trésorerie	6 903 957 \$	9 565 813 \$
Créances	13 724 247	13 100 652
Placements à court terme	5 112 241	5 097 644
	<u>25 740 445 \$</u>	<u>27 764 109 \$</u>
Non courant		
Immobilisations corporelles	15 333 531 \$	15 813 508 \$
Immobilisations incorporelles	682 029	216 658
Total de l'actif	<u>41 756 005 \$</u>	<u>43 794 275 \$</u>
PASSIF		
Courant		
Créditeurs et charges à payer	13 347 610 \$	13 874 287 \$
	<u>13 347 610 \$</u>	<u>13 874 287 \$</u>
Non courant		
Avantages du personnel	301 931 \$	309 716 \$
Avantage incitatif à la location	158 836	172 648
Total du passif	<u>13 808 377 \$</u>	<u>14 356 651 \$</u>
CAPITAUX PROPRES		
Bénéfices non répartis	27 947 628 \$	29 437 624 \$
	<u>27 947 628 \$</u>	<u>29 437 624 \$</u>
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	<u>41 756 005 \$</u>	<u>43 794 275 \$</u>



**ADMINISTRATION DE PILOTAGE
DES LAURENTIDES**

(Constituée en vertu de la Loi sur le pilotage)

**LAURENTIAN PILOTAGE
AUTHORITY**

(Established under the Pilotage Act)

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL (non audité)

en dollars canadiens	TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 JUIN		SIX MOIS TERMINÉS LES 30 JUIN	
	2018	2017	2018	2017
<u>Produits</u>				
Droits de pilotage	25 647 006 \$	23 328 922 \$	46 961 134 \$	43 244 302 \$
Autres produits	63 658	37 985	112 273	78 448
	<u>25 710 664 \$</u>	<u>23 366 907 \$</u>	<u>47 073 407 \$</u>	<u>43 322 750 \$</u>
<u>Charges</u>				
Honoraires de pilotage	21 225 863 \$	19 102 825 \$	39 070 791 \$	35 384 807 \$
Coût d'exploitation des bateaux-pilotes	2 863 872	2 584 152	5 902 390	5 298 579
Salaires et avantages du personnel	1 089 952	1 064 235	2 234 844	2 033 567
Services professionnels et spéciaux	432 411	607 296	752 354	1 073 810
Services publics, fournitures et approvisionnements	61 973	63 969	205 661	145 684
Loyers	96 707	91 637	189 074	183 722
Transports, déplacements et frais d'accueil	37 458	41 138	86 155	71 745
Communications	16 834	20 028	38 650	40 308
Entretien	5 216	(2 568)	9 834	6 822
Frais financiers	2 071	2 993	4 483	5 030
Autres charges	18 517	45 043	69 167	75 182
	<u>25 850 874 \$</u>	<u>23 620 748 \$</u>	<u>48 563 403 \$</u>	<u>44 319 256 \$</u>
<u>Résultat global pour la période</u>	<u>(140 210) \$</u>	<u>(253 841) \$</u>	<u>(1 489 996) \$</u>	<u>(996 506) \$</u>



ADMINISTRATION DE PILOTAGE
DES LAURENTIDES

(Constituée en vertu de la Loi sur le pilotage)

LAURENTIAN PILOTAGE
AUTHORITY

(Established under the Pilotage Act)

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (non audité)

en dollars canadiens	TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 JUIN		SIX MOIS TERMINÉS LES 30 JUIN	
	2018	2017	2018	2017
Bénéfices non répartis au début de la période	28 087 838 \$	28 387 261 \$	29 437 624 \$	29 129 926 \$
Résultat global de la période	(140 210) \$	(253 841) \$	(1 489 996) \$	(996 506) \$
Bénéfices non répartis à la fin de la période	27 947 628 \$	28 133 420 \$	27 947 628 \$	28 133 420 \$



ADMINISTRATION DE PILOTAGE
DES LAURENTIDES

(Constituée en vertu de la Loi sur le pilotage)

LAURENTIAN PILOTAGE
AUTHORITY

(Established under the Pilotage Act)

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE (non audité)

en dollars canadiens	TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 JUIN		SIX MOIS TERMINÉS LES 30 JUIN	
	2018	2017	2018	2017
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Résultat global de la période	(140 210) \$	(253 841) \$	(1 489 996) \$	(996 506) \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets générés par (utilisés pour) les activités opérationnelles :				
Amortissement	317 717	192 053	634 949	402 917
Variation de la tranche à long terme des avantages du personnel	2 328	(7 534)	(7 785)	(11 594)
Variation de la tranche à long terme de l'avantage incitatif à la location	(6 906)	(6 906)	(13 812)	(13 812)
Perte (gain) sur cession d'actifs	40	-	40	-
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement :				
Variation des créances	(4 282 592)	(2 946 719)	(623 595)	290 079
Variation des créditeurs et charges à payer	2 301 223	2 175 313	(526 677)	(1 067 654)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(1 808 400) \$	(847 634) \$	(2 026 876) \$	(1 396 570) \$
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Achat net de titres de placement	(12 308) \$	(2 091) \$	(14 597) \$	(14 382) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(23 295)	(35 052)	(33 583)	(1 458 652)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-	-	(587 800)	-
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	1 000	-	1 000	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(34 603) \$	(37 143) \$	(634 980) \$	(1 473 034) \$
TRÉSORERIE				
Variation de la période	(1 843 003) \$	(884 777) \$	(2 661 856) \$	(2 869 604) \$
Solde au début de la période	8 746 960	8 985 824	9 565 813	10 970 651
SOLDE À LA FIN DE LA PÉRIODE	6 903 957 \$	8 101 047 \$	6 903 957 \$	8 101 047 \$

**Notes afférentes des états financiers intermédiaires (non audités)
(en dollars canadiens)**

1. Statut et activités

L'Administration de pilotage des Laurentides, constituée en 1972 en vertu de la *Loi sur le pilotage*, a pour mission de mettre sur pied, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer, pour la sécurité de la navigation, un service de pilotage efficace dans certaines eaux canadiennes sises dans la province de Québec et certaines eaux limitrophes. La Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent permettre le financement autonome des opérations de l'Administration et être équitables et raisonnables. L'Administration n'a pas recours aux crédits parlementaires.

L'Administration est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. L'Administration n'est pas mandataire de sa Majesté et elle est exemptée de l'impôt sur le revenu.

2. Base d'établissement

L'Administration de pilotage des Laurentides (ou l'« Administration » ou l'« APL » ou « Société ») établit ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), lesquels intègrent les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les présents états financiers ont été préparés conformément aux IFRS applicables pour la préparation d'états financiers intermédiaires, notamment la norme IAS 34, « Information financière intermédiaire ». Les présents états financiers ne présentent pas toutes les informations financières que doivent contenir les états financiers annuels et doivent être lus avec les états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017.

Le Comité de vérification de la Société a recommandé l'approbation des présents états financiers intérimaires pour publication le 21 août 2018.

Le second trimestre d'exploitation de l'Administration est normalement représentatif de l'année complète en termes de nombre d'affectations (plus de 25% des affectations totales de l'année 2017 furent effectuées durant le second trimestre 2017). Cette période coïncide avec la réouverture de la Voie maritime du St-Laurent, fermée à toute navigation maritime entre la fin de décembre de chaque année et la fin mars de l'année suivante. La structure de coûts de l'Administration est en grande proportion composée de coûts qui varient avec ses revenus, atténuant donc l'impact économique de possible ralentissement d'activités.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

États financiers non audités

TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2018

**Notes afférentes des états financiers intermédiaires (non audités)
(en dollars canadiens)**

3. Principales conventions comptables

Les états financiers intérimaires de l'Administration de pilotage des Laurentides au 30 juin 2018 ont été dressés en fonction des méthodes comptables présentées à la note 4 des états financiers annuels audités de la Société au 31 décembre 2017. La note 3 de ces états financiers annuels audités peut également être consultée afin d'y voir les nouvelles normes comptables courantes et futures.

4. Engagements

L'Administration loue des espaces de bureaux et certains équipements de bureau. Les paiements à effectuer au 30 juin 2018 au titre des contrats de location simple non résiliables se présentent comme suit :

Moins de 1 an	527 188 \$
Entre 1 et 5 ans	2 321 911
Plus de 5 ans	<u>4 590 506</u>
	<u>7 439 605 \$</u>

De plus, l'Administration a conclu des ententes pour des services légaux, des services informatiques et des dépenses connexes aux services de pilotage. Au 30 juin 2018, les montants estimatifs à payer sont :

Moins de 1 an	1 744 668 \$
Entre 1 et 5 ans	1 632 991
Plus de 5 ans	----
	<u>3 377 659 \$</u>